

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



Janvier 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

La fin de l'année 2024 se clôture par un amoncellement spectaculaire de nuages noirs à l'horizon. Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada, a prévenu les Canadiens qu'il leur fallait « se préparer à un avenir plus incertain et plus sujet aux crises ». La promesse de nouvelles taxes douanières imposées par Donald Trump dès son retour à la Maison Blanche, le 20 janvier, inquiète une majorité d'Américains eux-mêmes, anxieux à l'idée d'un regain de l'inflation. La perspective d'un prochain durcissement du protectionnisme américain enfonce les consommateurs européens dans le pessimisme. Le Royaume-Uni présente maintenant « un risque réel de tomber en stagflation ». Enfin, les consommateurs chinois rivalisent de prudence, en dépit des milliards dépensés par le gouvernement Xi Jinping pour relancer l'économie du pays.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼
LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire de devises USDCAD a bondi en décembre de 1.4021 à 1.4346, après avoir enregistré un pic à 1.4459, le 18 décembre. Une telle valeur n'avait plus été vue depuis la pandémie. Le phénomène a démarré lorsque Donald Trump a promis d'imposer des taxes douanières de 25% aux importations canadiennes dès son retour à la Maison Blanche, le 20 janvier. Et il s'est amplifié après la démission de Chrystia Freeland, la vice-première ministre et ministre des Finances, le 16 décembre, essentiellement en raison d'un désaccord avec le premier ministre Justin Trudeau sur la façon de faire face à la politique protectionniste du futur président des États-Unis.

C'est que l'incertitude est à son comble au Canada. Les prochains mois promettent d'être « terriblement volatils », estime Andrew Grantham, économiste de la CIBC. Un indicateur semble en témoigner de manière frappante : l'immobilier.

Selon les prévisions du franchiseur Royal LePage, les marchés immobiliers de Montréal et Québec devraient connaître en 2025 des hausses plus importantes que celles des deux marchés traditionnellement les plus chers du pays, soit Toronto et Vancouver. À Montréal, le prix moyen d'une maison unifamiliale devrait ainsi grimper de 7.5%, à 750 780 CAD. À Québec, la hausse devrait être carrément de 12%, à 476 896 CAD. À Toronto et Vancouver, les hausses devraient avoisiner respectivement 5% et 4%.

Pour mémoire, les prix des logements ont globalement crû de 18.9%, ces trois dernières années, selon Statistique Canada. C'est donc dire qu'il convient de s'attendre à un vif regain de l'inflation au pays dans les trimestres à venir, même si, pour l'instant, la Banque du Canada estime que la situation est sous contrôle. Celle-ci a abaissé en décembre son taux directeur d'un demi-point de pourcentage, à 3.25%, considérant que l'inflation avoisine les 2% au pays depuis plusieurs mois. Mais elle a prévenu dans la foulée que ses prochaines annonces seraient sûrement plus « pondérées », car des écueils perdurent, à l'image des prix des aliments qui « demeurent élevés », ayant connu une hausse de 19.6% depuis novembre 2021.

« Il faut se préparer à un avenir plus incertain et plus sujet aux crises », a averti en décembre Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada. Il a ajouté que le pays se dirigeait vers une période « potentiellement aussi turbulente » sur les plans économique et financier que celle de la pandémie.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY est passé en décembre de 105.57 à 108.52. Sans surprise, la Réserve fédérale (Fed) a abaissé pour la troisième fois consécutive ses taux directeurs, de 25 points de base, les ramenant dans une fourchette comprise entre 4.25% et 4.50%. C'est que l'inflation américaine est demeurée aux alentours de 2% durant de nombreux mois, même si les deux derniers ont vu un regain de celle-ci, la menant à 2.7% en novembre.

« L'économie américaine se porte relativement bien, la Fed aurait même pu s'abstenir de baisser ses taux directeurs en décembre », dit Nathan Sheets, économiste de Citi. Mais les prévisions de la Fed ne semblent pas aussi optimistes. Selon ses experts, l'inflation devrait demeurer élevée en 2025, aux alentours de 2.5%, et ne devrait atteindre la cible de 2% qu'en 2026. Le produit intérieur brut (PIB) devrait afficher une modeste croissance de 2.1% l'an prochain. Et le taux de chômage devrait rester similaire à celui d'aujourd'hui, à 4.3%.

Mais il y a une inconnue dans l'équation : l'impact réel que va avoir la « politique de rupture » promise par Donald Trump, qui sera de retour à la Maison Blanche le 20 janvier. « Les dirigeants de la Fed ne s'aventurent pas à préjuger des effets de sa politique à venir, si bien qu'ils n'en tiennent pas encore vraiment compte dans leurs prévisions, explique Nathan Sheets. Pourtant, elle promet de provoquer de véritables chocs, tant pour l'offre que pour la demande. »

De manière générale, les Américains sont sur la même longueur d'onde que l'économiste de Citi. La majorité d'entre eux (42%) ne pensent pas que rehausser brutalement les taxes douanières sur les importations soit une bonne idée, si cela fait augmenter les prix aux États-Unis, et ils doutent que cela puisse aider les travailleurs américains, révèle un sondage de Reuters/Ipsos. Seulement 29% des Américains pensent que c'est judicieux, et 17%, que cela peut leur être personnellement profitable. Selon une enquête menée par Resume Templates auprès de 500 entreprises américaines, 82% d'entre elles déclarent qu'elles vont augmenter leurs prix si de nouvelles taxes douanières sont effectivement mises en place.



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

En décembre, la paire EURUSD a reculé de 1.0589 à 1.0344. La Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses taux directeurs en décembre, pour la quatrième fois de l'année. Ceux-ci ont tous été diminués de 25 points de base afin de les amener dans une fourchette allant de 3 à 3.40%. Les experts de la BCE estiment que « la désinflation est en bonne voie ». Ils s'attendent à ce que l'inflation termine l'année aux alentours de 2.4% dans la zone euro, puis à ce qu'elle soit de 2.1% en 2025 et de 1.9% en 2026.

Un autre facteur d'optimisme concerne les pays du Sud, qui traînaient de la patte il y a une décennie et qui sont en passe de devenir les locomotives de la zone euro. L'Espagne devrait connaître une croissance de 2.7% cette année, et la Grèce, de 2.2%. Le Portugal devrait, lui, afficher un score de 1.7% tout à fait enviable pour la France, avec son 1.1%, et surtout pour l'Allemagne, au point mort depuis maintenant deux années consécutives.

Toutefois, les pays du Sud enregistrent essentiellement un rattrapage par rapport à la crise qu'ils connaissent depuis les années 2010. Le chômage espagnol, qui avait atteint 27%, demeure tout de même à hauteur de 11%. Quant aux Grecs, qui ont connu un choc plus rude que celui des États-Unis lors de la Grande Dépression, ils n'ont toujours pas retrouvé le niveau de vie qu'ils avaient en 2007.

De manière générale, les Européens rivalisent de prudence dans leur consommation, même si la pression sur les prix s'atténue et si les salaires sont globalement à la hausse. Christine Lagarde, la présidente de la BCE, explique cette « inertie » des consommateurs par le fait qu'un gros nuage noir se profile à l'horizon, à savoir la politique protectionniste promise par Donald Trump.

« Si les États-Unis, notre principal marché d'exportation, prennent bel et bien un virage protectionniste, la croissance de la zone euro risque fort d'en pâtir », a prévenu la présidente de la BCE, en soulignant que cela avait d'ores et déjà « aggravé le pessimisme des consommateurs européens, qui préfèrent économiser au lieu de dépenser, comme ils pourraient pourtant le faire ».

Donald Trump a promis d'imposer des droits de douane d'« au moins 10% » sur toutes les importations américaines. Selon les calculs de la banque d'investissement Goldman Sachs, cela entraînerait un recul immédiat de 1 point de pourcentage de la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro.



GBP



ZOOM SUR ▼
LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la paire de devises GBPUSD a vu sa valeur passer de 1.2782 à 1.2515. Sans surprise, la Banque d'Angleterre a maintenu en décembre son taux directeur à 4.75%. C'est que l'inflation était de 2.6% en novembre, soit un niveau à la fois au-dessus de la cible de 2% et supérieur aux attentes de la plupart des analystes. Le problème réside dans le fait que l'inflation demeure « rigide » au Royaume-Uni, indique Danni Hewson, analyste d'AJ Bell.

Outre l'inflation, la Banque d'Angleterre s'inquiète des « tensions géopolitiques » susceptibles de se traduire par une « prochaine guerre commerciale ». Elle fait ainsi référence à la promesse de Donald Trump d'imposer de nouvelles taxes douanières aux pays du monde entier qui exportent vers les États-Unis, y compris le Royaume-Uni, dès son retour à la Maison Blanche, le 20 janvier. À cela s'ajoute le fait que l'économie britannique s'est contractée de manière inattendue en octobre, de 0.1%, selon les données de l'Office for National Statistics. Il s'agit du second recul mensuel consécutif.

Cette série de mauvaises statistiques amène Thomas Pugh, économiste de RSM, à considérer que le Royaume-Uni présente maintenant « un risque réel de tomber en stagflation ». C'est-à-dire que le pays connaîtrait une stagnation de l'activité économique en même temps qu'une inflation des prix. « Nous espérons toujours une reprise en 2025, mais il convient d'atténuer cet espoir à présent que la situation se révèle de plus en plus volatile et ambiguë », dit-il.

« Notre objectif demeure de mettre plus d'argent dans les poches des travailleurs, mais la réalité économique actuelle ne nous permet pas de le faire dans l'immédiat », a reconnu Rachel Reeves, la ministre britannique des Finances. Elle a ainsi déclaré que les derniers chiffres de l'économie du pays étaient « décevants ».

Le gouvernement travailliste de Keir Starmer a présenté en octobre dernier son premier budget, marqué par une aide massive aux travailleurs. Celui-ci avait essuyé de vives critiques, notamment de la part du patronat. Un exemple frappant : la hausse des cotisations sociales. Nombre d'employeurs ont averti que cela les inciterait avant tout à freiner les embauches, et par suite, à ralentir l'activité de leur entreprise. Un récent rapport d'Indeed, un site web d'emploi, montre que les offres d'emploi ont bel et bien fondu depuis au Royaume-Uni.



CNH



ZOOM SUR ▼
LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

En décembre, la paire USDCNH est passée de 7.2420 à 7.3692. Les ventes au détail n'ont progressé en Chine que d'un maigre 3% en octobre, selon les données du Bureau national des statistiques (BNS). C'est un score bien loin du 4.6% qui était attendu par les analystes interrogés par Reuters. Le mois précédent, le pourcentage avait été de 4.8%, dynamisé par les phénoménales ventes en ligne de la Journée des célibataires, qui correspond grosso modo au Prime Day d'Amazon en Occident.

C'est que les sources d'inquiétude des consommateurs chinois ne cessent d'aller en s'aggravant. Un exemple criant concerne l'immobilier : les investissements immobiliers sont en recul de 10.4% pour la période de janvier à novembre, signe de la perte de confiance généralisée envers les géants du secteur, en grave difficulté financière depuis de nombreux trimestres.

S'ajoute à cela, entre autres, un chômage toujours élevé, surtout pour les jeunes. Chez les 16-24 ans, il était officiellement de 17.1% en octobre, soit à peu près le même pourcentage (17.6%) que le mois précédent. Il faut savoir que cette donnée a longtemps été interdite de divulgation en Chine, après qu'il a dépassé les 21% en 2023. Les autorités chinoises ont recommencé à la communiquer après avoir « changé de méthodologie », sans donner de véritable détail à ce sujet. Mais là encore, les pourcentages demeurent élevés, et inquiètent les Chinois.

Le gouvernement de Xi Jinping a multiplié les annonces de relance, dans l'espoir de faire redémarrer l'économie chinoise : baisses des taux d'intérêt, assouplissement des règles d'achat de biens immobiliers, etc. Cet automne, le ministère des Finances a alloué une enveloppe 10 000 milliards de yuans (1 400 milliards USD) à un plan quinquennal visant à soutenir l'économie locale. Mais rien n'y fait, ou presque. Un chiffre en témoigne, révélateur de la persistance des pressions déflationnistes : en novembre, l'indice des prix à la production a enregistré une baisse... pour un 26e mois consécutif.

Les importations ont aussi reculé de 3.9% en novembre, toujours à cause d'une consommation intérieure « atone ». « La Chine arrivera sûrement à afficher une croissance de son produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 5% en 2024, comme le voulait Xi Jinping, dit My Bui, économiste d'AMP. Mais l'effet de relance, lui, ne se sera pas produit, et rien n'indique qu'il se produira dans les trimestres à venir ».



COMMO



ZOOM SUR ▼
CACAO

PLUS DE DÉTAILS

Les contrats à terme sur le cacao ont bondi de plus de 180% depuis le début de l'année 2024, pour atteindre un pic historique à 13 652 USD la tonne, en décembre. Ce phénomène s'explique en grande partie par le fait que le marché mondial du cacao fait face à son plus grave déficit depuis plus de 60 ans, lequel est évalué à 400 000 tonnes par l'Organisation internationale du cacao (ICCO).

L'offre mondiale périclète. Les récoltes ont été mauvaises en Côte d'Ivoire et au Ghana lors de la saison 2023/2024, ces deux pays d'Afrique de l'Ouest représentant à eux seuls 58% de la production mondiale de cacao. Changement climatique oblige, elles ont pâti du manque de pluie et de soleil aux bons moments de l'année. Et la situation perdure à la mi-saison 2024/2025, ce qui inquiète terriblement les producteurs africains.

En parallèle, la demande mondiale ne cesse de croître, notamment en Amérique du Nord et en Europe, qui consomment près de la moitié du cacao mondial. Ainsi, les Suisses sont les incontestables champions du monde, eux qui en consomment en moyenne 10 kg de chocolat par habitant, suivis par les Américains (5 kg). La consommation augmente également dans les marchés émergents (Asie, Moyen-Orient, etc.), même si les prix sont fortement à la hausse.

Un autre facteur aggrave la situation : l'industrie de la transformation du cacao est dominée par l'Europe, en particulier l'Allemagne et les Pays-Bas. Quatre entreprises contrôlent les deux tiers de la capacité mondiale de broyage, et il en est de même pour le marché de la confiserie de détail. Résultat? Cette concentration nuit à la concurrence, et donc à l'ajustement fluide des chaînes de valeur.

« Le déséquilibre entre l'offre et la demande ne cesse de s'aggraver à l'échelle mondiale, et tout semble indiquer que cela continuera en 2025 », résume Simon Lacoume, analyste sectoriel de Coface, en soulignant que « cela contribuera à maintenir les prix élevés ». Selon les experts de Trading Economics, le cacao devrait se négocier aux alentours de 11 780 USD dans 12 mois.





Lutte désorganisée, coûts stratosphériques

Un rapport scientifique international estime à 25 000 milliards USD – le quart du produit intérieur brut (PIB) mondial – le coût annuel pour la planète du fait de l'absence de lutte commune contre les crises environnementale, climatique et sanitaire. S'attaquer séparément à la perte de la biodiversité ou au changement climatique « ne fait qu'aggraver les problèmes et leurs coûts », expliquent les experts de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Les événements météorologiques extrêmes ont provoqué quelque 12 000 catastrophes au cours des 50 dernières années, et « 90% des coûts ont été à la charge des pays les plus pauvres », souligne le rapport.

Source : The Financial Times

Lien : [ICI](#)

Tokyo mise sur la semaine de quatre jours

Au Japon, le gouvernement métropolitain de Tokyo a décidé d'autoriser ses milliers d'employés municipaux à adopter la semaine de quatre jours à partir d'avril 2025. L'objectif est double : non seulement favoriser un meilleur équilibre entre vie pro et vie perso, mais aussi encourager... un regain de la natalité. « L'augmentation du temps libre et une plus grande flexibilité devraient – en théorie – rendre moins contraignante la tâche d'élever des enfants », a expliqué la gouverneure Yuriko Koike. La plus grande métropole au monde a vu le nombre de ses bébés chuter de plus de 15% entre 2012 et 2022, et les autorités tokyoïtes sont résolues à mettre un terme à ce déclin.

Source : The Japan Times

Lien : [ICI](#)

”
LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

